

No. 28423

**FRANCE
and
MADAGASCAR**

Convention on mutual administrative assistance in customs matters. Signed at Paris on 25 January 1990

Authentic text: French.

Registered by France on 14 October 1991.

**FRANCE
et
MADAGASCAR**

Convention d'assistance administrative mutuelle en matière donanière. Signée à Paris le 25 janvier 1990

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 14 octobre 1991.

CONVENTION¹ D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE
EN MATIÈRE DOUANIÈRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE MADAGASCAR

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement
de la République démocratique de Madagascar,

Considérant que les infractions aux lois douanières portent
préjudice aux intérêts économiques, fiscaux, sociaux de leurs
Etats respectifs, ainsi qu'aux intérêts économiques légitimes
du commerce,

Considérant que la lutte contre les infractions douanières, la
lutte contre la contrebande de stupéfiants et de substances
psychotropes peuvent être rendues plus efficaces par la
coopération entre les autorités douanières,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

(1) - "Les lois douanières", les dispositions légales et
réglementaires appliquées par les autorités douanières à
l'importation, à l'exportation, au transit des marchandises,
qu'il s'agisse de la perception des droits et taxes ou de
l'application de mesures de prohibition, de restriction ou de
contrôle.

(2) - "Autorités douanières", pour la République française, la
Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Ministère
de l'Economie, des Finances et du Budget, pour la République
démocratique de Madagascar, la Direction des Douanes et des
Droits Indirects, Ministère des Finances et du Budget.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juin 1991, soit le premier jour du troisième mois ayant suivi la date de la dernière des notifications (des 21 janvier et 8 mars 1991) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément au paragraphe 2 de l'article 12.

ARTICLE 2

(1) - Les autorités douanières des parties contractantes se prêtent mutuellement assistance, dans les conditions définies à la présente Convention :

a) en vue d'assurer l'exacte perception des droits de douane et autres droits et taxes à l'importation ou à l'exportation,

b) en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions aux lois douanières,

c) en vue de prévenir, rechercher et réprimer les trafics illicites de stupéfiants et de substances psychotropes.

(2) - L'assistance administrative prévue au paragraphe 1 ne vise pas le recouvrement de droits de douane, taxes, amendes et autres sommes pour le compte de l'autre Etat.

(3) - L'assistance prévue dans le cadre de la présente Convention s'effectue selon la législation de l'Etat requis et dans les limites de la compétence de l'autorité douanière de cet Etat.

ARTICLE 3

Sur demande de l'autorité douanière de l'un des Etats, l'autorité douanière de l'autre Etat exerce, dans le cadre de sa législation et conformément à ses pratiques administratives, une surveillance spéciale sur :

- les déplacements, et plus particulièrement l'entrée et la sortie de son territoire, des personnes soupçonnées dans l'Etat requérant, de s'adonner professionnellement ou habituellement à des infractions aux lois douanières ;

- les mouvements suspects de marchandises signalés par l'Etat requérant comme faisant l'objet d'un important trafic à destination ou en provenance de son territoire ;

- les moyens de transport dont l'Etat requérant a des raisons de penser qu'ils peuvent être utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières sur son territoire.

ARTICLE 4

(1) - Les autorités douanières des deux Etats se communiquent :

a) spontanément et sans délai tous renseignements dont elles disposent, concernant :

- les opérations irrégulières constatées ou projetées présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard des lois douanières de l'autre Etat ;

- les nouveaux moyens ou méthodes de fraude ;

- les catégories de marchandises reconnues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux d'importation, d'exportation ou de transit ;

- les individus au sujet desquels il y a des raisons de penser qu'ils commettent des infractions aux lois douanières de l'autre Etat ;

- les moyens de transport dont on a des raisons de penser qu'ils sont utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières de l'autre Etat.

b) Sur demande écrite, et aussi rapidement que possible, tous renseignements qui pourraient être tirés des documents de douane ou des supports en tenant lieu en leur possession concernant les échanges de marchandises entre les deux Etats, ou bien des copies dûment certifiées ou authentifiées de ces documents.

(2) - Les autorités douanières des deux Etats prennent, conformément à l'article 10, des dispositions pour que les fonctionnaires de leurs services, spécialement ou principalement chargés de la recherche de la fraude douanière,

soient en relations personnelles et directes en vue de faciliter, par l'échange de renseignements, la prévention, la recherche et la répression des infractions aux lois douanières de leur Etat respectif.

ARTICLE 5

(1) - Sur demande de l'autorité douanière de l'un des Etats, l'autorité douanière de l'autre Etat prend toutes les mesures nécessaires et notamment fait procéder à des enquêtes pour assurer la recherche et la répression des infractions. Elle en communique les résultats à l'autorité douanière requérante.

(2) - Il est procédé à ces enquêtes conformément aux règles de droit de l'Etat requis.

(3) - Pour l'application du paragraphe 1 ci-dessus, l'autorité requise communique sans délai tous éléments d'information, recueillis par ses agents au cours d'enquêtes, qui sont susceptibles d'amener l'autorité requérante à lutter plus efficacement contre les infractions douanières.

ARTICLE 6

Les autorités douanières des deux Etats peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements et documents recueillis dans les conditions prévues par la présente convention. La force probante de ces renseignements ainsi que l'usage qui en est fait en justice dépendent du droit national.

ARTICLE 7

Les autorités douanières des deux Etats ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où cette assistance est susceptible de porter préjudice à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat.

ARTICLE 8

(1) - Lorsque l'administration douanière d'un Etat présente une demande d'assistance à laquelle elle ne pourrait elle-même donner suite si la même demande lui était présentée par l'autre Etat, elle signale le fait dans l'exposé de sa demande.

L'administration requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.

(2) - Tout refus d'assistance doit être motivé.

ARTICLE 9

(1) - Les renseignements, documents et autres éléments d'information obtenus en application de la présente Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins de la présente Convention. Ils ne peuvent être utilisés à d'autres fins que si l'administration douanière qui les a fournis y consent expressément.

(2) - Les renseignements, documents et autres éléments d'information dont l'autorité douanière d'un Etat dispose en application de la présente Convention, bénéficient des mêmes mesures de protection du secret professionnel que celles accordées par la loi nationale de cet Etat pour les documents ou renseignements de même nature.

ARTICLE 10

Les modalités d'application de la présente Convention sont arrêtées d'un commun accord par les autorités douanières des deux Etats.

ARTICLE 11

Le champ d'application de la présente Convention s'étend au territoire douanier de la République française tel qu'il est défini par le Code français des Douanes, au territoire douanier de la République démocratique de Madagascar tel

qu'il est défini par le Code des Douanes de la République démocratique de Madagascar.

ARTICLE 12

(1) - La présente Convention remplace et abroge la Convention du 15 décembre 1961.

(2) - Chacune des deux parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention, qui prendra effet le premier jour du troisième mois suivant la date de la dernière notification.

(3) - La présente Convention pourra être dénoncée à tout moment avec un préavis de six mois.

Fait à *Paris* le *25 juin 1990*, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]²

Pour le Gouvernement
de la République démocratique
de Madagascar :

[*Signé — Signed*]³

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1072, p. 279.

² Signé par Jean-Dominique Comolli — Signed by Jean-Dominique Comolli.

³ Signé par Harivony Andrianafetra Robinson — Signed by Harivony Andrianafetra Robinson.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE IN
CUSTOMS MATTERS BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE DEMO-
CRATIC REPUBLIC OF MADAGASCAR

The Government of the French Republic and the Government of the Democratic Republic of Madagascar,

Considering that offences against customs laws are prejudicial to the economic, fiscal and social interests of their respective States and to legitimate commercial interests,

Considering that action against customs offences and against the smuggling of narcotic drugs and psychotropic substances can be made more effective through cooperation between their customs authorities,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention:

1. “Customs laws” means the legal provisions and regulations applied by the customs authorities when goods are imported, exported or in transit, whether these laws concern the collection of duties and taxes or the application of measures of prohibition, restriction or control.
2. “Customs authorities” means, in the case of the French Republic, the Customs and Excise Service of the Ministry of the Economy, Finance and the Budget, and, in the case of the Democratic Republic of Madagascar, the Customs and Excise Service of the Ministry of Finance and the Budget.

Article 2

1. The Customs authorities of the Contracting Parties shall assist each other under the conditions specified in this Convention:

- (a) For the purpose of ensuring the proper collection of customs duties and other import and export duties and taxes;
- (b) For the purpose of preventing, investigating and punishing offences against the customs laws;
- (c) For the purpose of preventing, investigating and punishing illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances.

2. The administrative assistance referred to in paragraph 1 shall not include the recovery of customs duties, taxes, fines and other sums on behalf of the other State.

¹ Came into force on 1 June 1991, i.e., the first day of the third month following the date of the last of the notifications (of 21 January and 8 March 1991) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 12 (2).

3. The assistance provided for in this Convention shall be carried out in accordance with the legislation of the requested State and within the limits of the competence of the customs authority of that State.

Article 3

At the request of the customs authority of one State the customs authority of the other State shall, under its legislation and in accordance with its administrative practices, keep special watch over:

- The movements and more particularly the entry into and departure from its territory of persons suspected in the requesting State of being professionally or habitually involved in offences against the customs laws;
- Suspicious movements of goods which the requesting State has indicated as being intended for large-scale traffic into or out of its territory;
- Means of transport which the requesting State has reason to believe may be used to commit offences against the customs laws in its territory.

Article 4

1. The customs authorities of the two States shall communicate to each other:

(a) Voluntarily and immediately all information which they have concerning:

- Actual or planned irregular operations which are or seem to be of a fraudulent nature in respect of the customs laws of the other State;
- New means or methods of smuggling;
- Categories of goods known to be the subject of fraudulent import, export or transit traffic;
- Individuals who, there is reason to believe, are committing offences against the customs laws of the other State;
- Means of transport which, there is reason to believe, are being used to commit offences against the customs laws of the other State.

(b) Following a written request, and as speedily as possible, all information which can be obtained from the customs documents or from other material in lieu thereof, in their possession, concerning trade in goods between the two States, or duly certified or authenticated copies of such documents.

2. The customs authorities of the two States shall, in accordance with article 10, take steps to ensure that the officials of the services exclusively or mainly responsible for investigating fraud are in personal and direct contact with each other for the purpose of facilitating, through the exchange of information, the prevention, investigation and punishment of offences against the customs laws of their respective States.

Article 5

1. At the request of the customs authority of one State, the customs authority of the other State shall take all necessary measures and in particular shall arrange for inquiries to be instituted to ensure the investigation and punishment of offences. It shall communicate the results of such measures to the requesting customs authority.

2. Such inquiries shall be undertaken in accordance with the legal rules of the requested State.

3. Pursuant to paragraph 1 above, the requested authority shall immediately communicate any information obtained by its officials in the course of their inquiries which may enable the requesting authority to take more effective action against customs offences.

Article 6

The customs authorities of the two States may take into account as evidence, in their records, reports and testimony, as well as in court procedures and proceedings, information and documents obtained under the conditions laid down in this Convention. The evidentiary value of this information and the use made of it in court shall be governed by national legislation.

Article 7

The customs authorities of the two States shall not be required to render the assistance provided for in this Convention in cases where such assistance may be prejudicial to the sovereignty, security, public policy (*ordre public*) or other vital interests of their State.

Article 8

1. Where the customs administration of a State requesting assistance would itself be unable to comply with a similar request from the other State, it shall mention the fact when formulating its request.

The requested administration shall have full discretion in determining what action shall be taken on that request.

2. The reasons for any refusal of assistance should be stated.

Article 9

1. Information, documents and other material obtained in application of this Convention may be used only for the purposes of the Convention. The aforesaid material may be used for other purposes only if the customs administration providing it gives its express consent.

2. Information, documents and other material which the customs authority of one State has at its disposal through the application of the Convention shall be treated with the same confidentiality as that accorded under the national legislation of that State to documents or information of the same kind.

Article 10

The procedures for applying this Convention shall be determined jointly by the customs authorities of the two States.

Article 11

The sphere of application of this Convention shall comprise the customs territory of the French Republic as defined by the French customs code and the customs territory of the Democratic Republic of Madagascar as defined by the customs code of the Democratic Republic of Madagascar.

Article 12

1. This Convention replaces and abrogates the Convention of 15 December 1961.¹

2. Each of the two Contracting Parties shall notify the other of the fulfilment of the requirements for the entry into force of this Convention, which shall enter into force on the first day of the third month following the date of the second such notification.

3. This Convention may be denounced with six months' notice at any time.

DONE at Paris on 25 January 1990, in duplicate.

For the Government
of the French Republic:

JEAN-DOMINIQUE COMOLLI

For the Government
of the Democratic Republic
of Madagascar:

HARIVONY ANDRIANAFETRA
ROBINSON

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1072, p. 279.

